Qui a deux femmes perd son âme, qui a deux maisons perd la raison

Ce dicton d'Éric Rohmer en exergue des Nuits de la pleine lune *dit à suffisance le vide engendré par la prédominance des points de vue particuliers au détriment de celui de l'ensemble. Plutôt que de s'y laisser aspirer, il faut défendre une Région flamande, une Région wallonne et une Région bruxelloise élargie.*

JEAN-MARIE LACROSSE

« La Belgique semble divisée en deux camps hostiles, en deux sociétés parallèles, qui prétendent se suffire chacune à elle-même et s'ignorer l'une l'autre, sauf pour se défier et se combattre. [...] Les adhérents de chaque opinion ont leurs journaux, leurs cercles, leurs écoles, leurs pauvres, leurs fournisseurs et leurs clients qui n'ont rien de commun avec les partisans de l'opinion contraire. » Qu'il est subtil le regard de cet observateur étranger sur la misérable situation où nous a plongés la crise récente, se dit le lecteur ! À deux détails près : l'observateur en question écrit cela en 1882. Et les camps qu'il évoque n'ont rien de linguistique, il s'agit du camp catholique et du camp libéral.

Pouvons-nous perdre de vue que c'est dans ce climat d'hostilité *idéologique* que s'est édifié le « fédéralisme linguistique » qui a succédé à l'État dit « unitaire » ? Que c'est à l'intérieur de ce creuset idéologique que la Belgique s'est retournée contre elle-même dans une escalade d'autodestruction où l'anticléricalisme du mouvement wallon a joué un rôle au moins aussi important que l'antifransquillonisme du mouvement flamand, deux mouvements par ailleurs parfaitement légitimes et justifiés. Pourquoi les Wallons radicalisent-ils leurs revendications fédéralistes en 1961 car (je cite) « c'est sur le peuple flamand que s'appuie le parti social-chrétien pour menacer la Belgique d'une hégémonie cléricale, flamande et conservatrice » ?

Que l'on me comprenne bien cependant quant à l'importance que revêt la connaissance de notre histoire. Elle contient certaines clefs de notre problème, certainement pas toutes ni peut-être les plus importantes. L'histoire peut nous éclairer sur ce que nous avons de particulier par rapport aux autres nations européennes et en quoi ces particularités peuvent servir pour les autres nations de miroir grossissant. Car elles ont toutes à des degrés divers un problème identique qui tient partout à la même absence, au même vide, à la même soustraction : la soustraction du point de vue de l'ensemble au profit des points de vue particuliers. D'où ce trouble sans nom, ce climat dépressif et frustré face à un mal que nous ne parvenons pas à nous représenter et dans lequel nous ne voyons d'autre issue que celle de nous enfoncer.

DE L'INTÉRÊT DE L'HISTOIRE

Lisons l'éditorial de Donat Carlier dans *La Revue nouvelle* de mars 2008 : « Cette mécanique contribue à notre impuissance et alimente même notre incapacité à comprendre pourquoi nous en sommes là. C'est cette mécanique que nous avons à contrer en privilégiant la recherche du bien commun. Il s'agit de réinventer notre rapport au politique… » (p. 5). Il concorde avec celui que propose Marcel Gauchet dans son dernier ouvrage « Nous ne sommes pas menacés […] par une résurgence des tératologies totalitaires. Nous leur tournons le dos. Ce ne sont plus les délires du pouvoir que nous avons à craindre, ce sont les ravages de l'impouvoir. Cette divergence des trajectoires associée à la parenté des ressorts est ce qui fait le prix de la comparaison […]. Elle fournit l'instrument d'un appréciable recul par rapport à l'actualité et à la confusion myope de son déchiffrement au jour le jour. Elle indique l'échelle de temps à laquelle il convient de raisonner. Elle donne l'idée du genre de processus à l'œuvre » (*L'avènement de la démocratie*, tome I, p. 32).

Dans ce cas-ci d'ailleurs la comparaison entre nations et cultures voisines fait encore mieux ressortir la comparaison historique. Nous ne disposons pas en Belgique d'une référence historique comparable à celle de la République pour nos amis français, incarnation exemplaire du « bien commun » ou de l'« intérêt général », en soulignant que les références historiques peuvent être à double tranchant, propres à accroître la dépression collective lorsqu'elles deviennent pesamment surmoïques.

La solution passe donc par une inévitable refondation de l'espace public belge. Les réformes institutionnelles de la seconde moitié du XX^{e} siècle n'ont pas opéré une telle refondation. Sous couvert de rupture avec la « Belgique de papa », elles se sont entièrement inscrites dans la continuité de ce siècle tragique, comme l'ont montré les historiens (en premier lieu Lode Wils). Nous avons changé de siècle, prenons-en acte et refondons le pays sur la base *primo*, d'une analyse froide et lucide de notre réalité historique et géographique, dont l'historien Krzrysztof Pomian, conseiller scientifique du Musée de l'Europe, nous a récemment rappelé les données de base (« En Belgique, c'est l'Europe

qui se joue », *Le Monde* du 19 janvier 2008). Sait-on que les historiens français et allemands viennent d'élaborer ensemble un manuel d'histoire franco-allemande couvrant la période 1815-1945 qui sera enseigné dans les deux pays ? *Secundo*, sur une redéfinition rigoureuse et méthodique du vocabulaire politique dont nous usons.

TROIS RÉGIONS

Commençons par le vocabulaire. Il n'y a pas d'État post-unitaire parce que l'État et la Nation sont par définition, dans notre monde, les termes qui servent à désigner une unité politique. L'État relève de la contrainte et de la prise qu'exerce l'ensemble sur lui-même et sur chacune de ses parties. La Nation relève de l'inclusion dans un ensemble qui a vocation à se perpétuer dans la durée. En démocratie, la structure politique de base est celle de la séparation de l'État et de la société civile. Les sociétés démocratiques sont toutes, par définition de nouveau, diverses, plurielles, multiples, en transformation permanente. Elles peuvent et doivent s'organiser en conséquence. La séparation de l'État et de la société civile permet d'articuler l'un et le multiple, la statique et la dynamique, l'histoire comme changement et l'histoire comme permanence (ou identité). La société civile peut se centraliser ou se décentraliser, mais non se fédéraliser : alors que la décentralisation sur des bases linguistiques ou régionales est nécessaire, le terme fédéralisme est ici totalement inapproprié. Et, précisons bien, la coquille étatique n'est pas plus vide dans une société décentralisée que dans une société centralisée : on a affaire à des niveaux de réalité différents. Dans un monde « mondialisé », l'État se redéfinit avant tout par son rapport avec le dehors et par la cohérence interne qu'il est chargé d'assurer au dedans.

La réalité nationale belge nous confronte à une troisième dimension spécifique : la langue. Le peuple belge est assis sur la frontière du monde latin et du monde germanique. Ces trois dimensions sont irréductibles l'une à l'autre. L'identité nationale ne peut se laisser absorber dans la diversité de la société civile, que celle-ci soit linguistique, régionale ou autre. *A contrario*, la question linguistique ne serait aucunement résolue par la scission du pays et encore moins la question de la Région bruxelloise. Bruxelles sera sur une frontière linguistique et anthropologique jusqu'à la fin des temps. C'est là une réalité bien plus puissante et bien plus profonde que celle qui agite les débats, de toute façon insolubles, sur le « droit du sol » *versus* le « droit des gens ».

Ainsi recadrée, cette nouvelle « entité » Wallonie-Bruxelles est-elle autre chose qu'un opni (objet politique non identifié) qui resserre encore plus le nœud idéologico-politico-linguistique que nous a légué notre histoire au lieu de tenter d'en démêler les fils ? Comment pourrais-je à la fois penser que les « nations » flamande et wallonne sont de purs produits de la crise du politique et imaginer des solutions de ce côté ? Rechercher la solution du côté du problème voilà qui dépasse mon entendement comme celui du bon docteur

Watzlawick lorsqu'il définissait la psychothérapie comme « l'art de trouver un nouveau cadre » (*Changements, Paradoxes et psychothérapie*, Seuil 1975).

Cela dit, si j'étais régionaliste wallon ou bruxellois, je ne manquerais pas de me poser des questions épineuses sur cette nouvelle « chose » politique. Quand le Standard de Liège rencontre Charleroi ou Mons (mais aussi Saint-Trond), on parle d'un derby. Mais un match Standard-Anderlecht ou Anderlecht-La Gantoise ne sera jamais un derby pour des raisons structurelles que chacun peut aisément comprendre : on ne mélange pas le centre et la périphérie.

Et si l'on en revenait aux choses simples : une Région flamande, une Région wallonne et, au centre, une Région bilingue désenclavant Bruxelles en l'élargissant vers le nord et vers le sud, une sorte de petit Brabant ou de grande ceinture intégralement bilingue, incluant, outre le fameux BHV, les jolies communes de Waterloo, Genval, Rixensart, Wavre et Tervueren.

Un dernier mot. On a parfois évoqué la peur et la pusillanimité qui auraient animé les pétitionnaires pour l'unité de la Belgique et les manifestants du 18 novembre 2007. Voilà une lecture de l'événement qui me laisse pantois ! Ces gens ont tout simplement bravé l'interdiction de patriotisme qu'avaient édicté, partout en Europe, les élites « post-nationales ». Ces manifestations et ces pétitions étaient festives et jubilatoires, évoquant la naissance et non la mort.

Dois-je ajouter que personnellement je ne crains absolument pas la « fin de la Belgique ». Comme la crise totalitaire, première crise de croissance de la démocratie, la seconde, la crise des identités collectives que traverse l'Europe, finira bien par s'arrêter un jour. À supposer que nous soyons alors « au-delà de la Belgique », elle se reconstituera rapidement sous une forme fédérale, une vraie fédération pour le coup ! ■